



FRANCE

POUVOIR D'ACHAT

«Les étudiants se retrouvent à travailler jour et nuit»

Frappés de plein fouet par l'inflation, de nombreux jeunes sont obligés de compter sur les distributions alimentaires pour s'en sortir.

Par **BENJAMIN DELILLE** et **CASSANDRE LERAY** sieurs dizaines d'étudiants rue Championnet

Il faut parfois se coller au mur pour éviter les coups de massue du soleil de ce juillet caniculaire à Paris. Surtout quand il s'agit d'attendre sur un trottoir goudronné où l'ombre se fait discrète. Ils sont déjà pourtant plusieurs dizaines d'étudiants rue Championnet (XVIII^e arrondissement), un peu moins de trente minutes avant le début d'une distribution alimentaire au Bar commun à l'angle avec la rue des Poissonniers. Des files qui ne désemplissent pas depuis l'ouverture de ces





distributions par l'association Linkee, à l'automne 2020.

A l'époque, alors que la crise sociale induite par la pandémie de Covid frappait de plein fouet, les queues suscitèrent l'effroi. Un an et demi plus tard, dans un contexte de forte inflation (5,8% sur un an en juin selon l'Insee) on ne feint même plus l'indifférence. La ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, Sylvie Retailleau, a bien profité de la présentation du projet de loi pouvoir d'achat, débattu depuis lundi à l'Assemblée, pour annoncer quelques mesures d'urgence comme la revalorisation des bourses de 4%, un chèque alimentaire de 100 euros pour les boursiers et bénéficiaires APL à la rentrée ou le maintien du repas Crous à 1 euro. Mais une grande partie devrait passer directement par voie de décrets.

Ce soir-là, qu'ils soient étrangers, boursiers ou non, tous les étudiants se retrouvent sous la triste bannière de la précarité. *«Autour de moi, de plus en plus de gens viennent aux distributions, c'est limite devenu normal, constate amèrement Rania, 25 ans, étudiante algérienne en master 1 de management. Et heureusement qu'il y a ça, parce que sinon on ne pourrait pas manger correctement.»* Elle et son amie Meriem, aussi Algérienne, subissent de plein fouet la hausse des prix. En particulier cet été, où elles se retrouvent sans stage et dans l'attente d'un boulot. *«Le plus marquant, ça a été au début de la guerre en Ukraine, se souvient Meriem. Le litre d'huile est passé de 2 à 5 euros, ce n'est pas possible...»*

«PAS LE BUDGET POUR SORTIR»

A l'intérieur, les bénévoles, souvent des étudiants précaires eux aussi, s'activent. Les premiers cabas se remplissent. Jonathan, 25 ans, licence de cinéma en poche, observe, un brin soulagé, les 7 kilos de nourriture et de produits d'hygiène récoltés. *«C'est devenu vital, note-t-il. Avant, je pouvais me permettre de ne venir que deux fois par mois. Avec l'inflation je suis condamné à venir chaque semaine.»* Ce grand gaillard, lunettes sur le nez, s'étend sur sa vie d'étudiant faite de privations. *«Après deux ans de Covid, je reste cloîtré, parce que je n'ai pas le budget pour sortir, s'indigne-t-il. Pourtant c'est important pour mes études, pour développer mes intérêts. Et puis c'est un besoin psychologique, pour sortir de la solitude.»*

Entre son loyer parisien hors de prix, ses dé-

penses de transports et d'internet qu'il réduit comme il peut, le jeune homme assure ne pas avoir plus de 40 ou 50 euros par mois pour son alimentation, ses loisirs, et ses besoins matériels. Selon une étude de Linkee publiée en juin 2022, c'est le cas pour 65% des 4 000 étudiants qu'ils ont interrogés un peu partout en France dans leurs distributions. *«Deux ans après, rien n'a changé, constate Julien Meimon, président de Linkee. On a l'impression que pour les autorités, le fait de manger des pâtes quand on est étudiant, c'est quelque chose de normal, un mauvais moment à passer. Ce n'est pas possible de penser comme ça. Surtout à un moment où une grande quantité d'étudiants se retrouve à sauter des repas faute de pouvoir se les offrir.»*

Problème: les propositions du gouvernement ne sont *«pas à la hauteur»*, selon Julien Meimon. Comme le chèque alimentaire de 100 euros: *«C'est un pansement. Et en plus, tout le monde n'y aura pas droit.»* A la Fédération des associations générales étudiantes (Fage), on souligne aussi que l'augmentation de 4% des bourses ne rattrape même pas l'augmentation des prix de 5,8%. *«Il faut proposer des solutions pérennes, d'autant plus avec l'inflation, plaide Anne-Laure Syriex, vice-présidente chargée des Affaires sociales. Les étudiants ont besoin d'une hausse de leur pouvoir d'achat.»* Imane Ouelhadj, présidente de l'Union nationale des étudiants de France (Unef), parle de *«poudre de perlimpinpin»*: *«Aujourd'hui on sait qu'il n'y a pas assez d'argent sur la table, alors on préfère donner des clopinettes aux étudiants plutôt que de vraiment se questionner sur ce qui se passe dans l'enseignement supérieur.»*

Angle mort de l'arsenal du gouvernement à ce stade: les étudiants non boursiers. Depuis la rentrée 2021, ils ne peuvent plus prétendre aux repas au Resto U à 1 euro. La hausse des prix n'a pas conduit à une révision de la copie: le chèque alimentaire sera accessible uniquement aux étudiants boursiers ou touchant les Aides personnalisées au logement (APL). *«On peut ne pas être boursier et être précaire quand même»*, insiste Imane Ouelhadj, déplorant le manque d'universalité des mesures annoncées. Constat partagé par Benjamin Flohic, président de Co'p1 – Solidarités Étudiantes. Depuis 2020, comme Linkee, l'association organise des distributions alimentaires plusieurs fois par semaine à Paris et





Angers. Dans une étude commanditée par Co'p1 en 2021, le constat était clair : «63% des étudiants nous sollicitant ne sont pas boursiers, soit la majorité d'entre eux.» L'étude sur 2022, prévue pour fin septembre, fait état de chiffres similaires.

«PAS DE MOMENT DE PAUSE»

Du côté du ministère de l'Enseignement supérieur et la Recherche, on défend des mesures pour faire face à «l'urgence» de l'inflation. Le chèque de 100 euros devrait a priori concerner 1,5 million de personnes, soit plus de la moitié de la population étudiante, fait-on valoir. Autre motif de fierté ministérielle : la hausse de 4% des bourses «la plus haute depuis des années». Pour ce qui est des réformes de fond, une «réflexion structurelle» est en cours, notamment en ce qui concerne les bourses, et une concertation commencera à la rentrée, assure-t-on de même source.

Cette réforme des bourses est le principal fer de lance des organisations étudiantes depuis des années. Pour les revaloriser mais aussi les élargir et assouplir les conditions d'accès. A l'heure actuelle, le montant le plus élevé pour un étudiant est de 573,60 euros par mois, soit une somme bien inférieure au seuil de pauvreté, fixé à 1102 euros mensuels pour une personne vivant seule. Eliot, 23 ans, a fait les frais de critères trop excluants : sa demande a été refusée à cause des revenus de ses parents. «Le Crous estime qu'il est en mesure de m'aider et me refuse la bourse, il ne me considère pas comme indépendant», déplore l'étudiant en langues étrangères appliquées, qui ne reçoit pourtant aucun soutien financier de sa famille. Pour s'en sortir, il travaille de nuit dans l'hôtellerie, quitte à ce que cela empiète sur ses études. Cette année, Eliot a tenté de se tourner vers l'Aide spécifique annuelle, destinée aux étudiants en difficulté n'étant pas boursiers, sous certaines conditions mais la réponse ne tombera pas avant septembre. Comme de nombreux jeunes, Eliot prépare sa rentrée la boule au ventre. Pour anticiper

le coût de la vie étudiante, il continue à travailler cet été, bien qu'il soit épuisé. «Les vacances d'été devraient être un moment pour permettre aux étudiants de souffler, se remettre d'une année qui a été éprouvante, déballe Anne-Laure Syrieix de la Fage. Au lieu de ça, ils se retrouvent à chercher un emploi, et parfois à travailler de jour comme de nuit. Ils n'ont pas de moment de pause.»

Après des années de mobilisation étudiante, pour dénoncer des pouvoirs publics sourds à leurs revendications, la nouvelle ministre de l'Enseignement supérieur de la Recherche, ancienne présidente de Paris-Sud, est attendue au tournant. Il faut une «concertation pour la revalorisation des bourses à partir de la rentrée», réclame Imane Ouelhadj de l'Unef, qui «attend de voir ce qui va se passer en septembre» sans trop d'espoir. Et ne peut s'empêcher de lâcher : «On se demande comment c'est possible que ce soit comme ça aujourd'hui en France : des étudiants qui vivent à la rue ou dans leur voiture.»

«Pour les autorités, le fait de manger des pâtes quand on est étudiant, c'est normal. Ce n'est pas possible de penser comme ça.»

Julien Meimon président de Linkee





Lors d'une distribution
alimentaire par l'association
Linkee, à Paris, en 2021.
PHOTO CYRIL ZANNETTACCI VU

